

# AREAS

Présentation du 18 novembre 2008

## Gestion des enjeux érosifs en Haute Normandie : Enjeux stratégiques à partir de l'exemple du BV de l'Yères



### Objectifs de la présentation et ordre du jour présenté

#### Les missions d'Épices dans l'étude sur l'Yères

- ❑ Analyse sociologique des freins et moteurs à la mise en place d'actions agricoles de gestion de l'érosion sur le bassin de l'Yères
- ❑ En lien avec le projet pilote « Donnons Vie à l'Yères », faisant suite à un appel à projet national du ministère de l'écologie
- ❑ Dans le but de proposer une stratégie d'action locale partagée avec les acteurs institutionnels

#### Objectifs de la réunion

- ❑ Présenter une synthèse des éléments issus d'une analyse locale approfondie
  - alimenter la réflexion collective à partir de l'exemple de l'Yères, et de l'analyse départementale
  - Échanger sur la transposabilité des résultats locaux

# Présentation d'Epices

*Evaluer les Politiques et Innover pour les Citoyens et les Espaces*

**Épices** : Une structure spécialisée dans l'évaluation de politiques publiques

- ❑ créée en 2006 sur la base ...
- ❑ D'un projet né et mûri au sein d'AScA : fonctionnement de groupe
- ❑ Une équipe actuelle composée de 4 personnes réparties entre Paris et Rennes

**Des domaines de prédilection :**

- ❑ Agriculture et environnement
- ❑ Politique de l'eau et gestion des ressources AEP
- ❑ Développement rural et aménagement du territoire

**Des champs d'intervention :**

- ❑ L'évaluation de politiques publiques
- ❑ L'accompagnement des stratégies des acteurs
- ❑ La formation - action

*Équipe d'étude sur l'Yères : Anne Desgrée, Dikran Zakeossian et Lucie Calvet*



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

2

## Objectifs de la présentation et ordre du jour présenté

### Ordre du jour

- ❑ Les caractéristiques du syndicat de l'Yères et les enjeux de la mission
- ❑ Le territoire local : agriculture, réseaux d'acteurs ...
- ❑ Perception des enjeux érosifs par les exploitants locaux
- ❑ L'enjeu érosion à l'échelle départementale : vision externe du problème et du schéma de gestion adopté par les acteurs locaux
- ❑ La question de la stratégie d'action optimale : recommandations



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

3

## Les caractéristiques du syndicat de l'Yères et les enjeux de la mission



### Le syndicat de l'Yères : caractéristiques générales

Un territoire représentatif de la politique érosion régionale organisée autour des bassins versants

- ❑ **Avant 2005 des missions classiques semblables aux autres BV**
  - La lutte contre les ruissellements et les inondations pour la défense des biens et des personnes
  - Syndicat d'études et de réalisation avec une action dominante dans le champ de l'hydraulique structurante
  - L'engagement dans différentes politiques publiques : le Contrat territorial AESN, COGE...
- ❑ **Des actions menées depuis 2002 assez conformes aux missions des syndicats de bassin**
  - Réalisation d'études sur les ouvrages structurants (OS) sur les sous bassins locaux et mise en place d'une 10aine d'ouvrages
  - Un volet agricole centré sur l'animation et une volonté de travailler sur l'hydraulique douce

Un BV qui, à l'échelle départementale, ressort moins pour le caractère exceptionnel de ses enjeux érosifs que pour son profil « environnemental »



## Le syndicat de l'Yères : laboratoire d'essai à travers DVY?

### 2005: Réponse à un appel à projet national du ministère de l'écologie

- ❑ DVY correspond à un projet « lauréat » vu à l'échelle nationale reposant sur l'idée de la mobilisation de moyens d'exception et une forte attente (exigence) sur un résultat et retour d'expérience
  - Dans le cas de l'Yères : Ingénierie de projet et moyens d'animation renforcés,
  - une adaptation potentielle des outils institutionnels existants,
  - une approche mobilisant des sous bassins et des fermes pilotes
- ❑ Localement un portage peu en phase avec cette vision nationale:
  - Vue de Rouen, ce n'est pas un territoire prioritaire érosion
  - Un portage institutionnel complexe et en décalage par rapport à l'ambition de l'affichage initial
  - Une motivation locale reposant fortement sur des attentes financières, mais sans qu'il n'y ait un enjeu érosion « d'exception » suffisamment partagé à l'échelle de l'ensemble du BV
  - Une nature de projet qui nécessite un portage politique fort



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

6

## Le syndicat de l'Yères : une mise en œuvre de DVY difficile

**Donnons Vie à l'Yères se met en place progressivement à partir de 2005 mais avec des difficultés importantes**

- ❑ **Une difficile identification de la spécificité de l'action DVY par rapport aux actions historiques du syndicat**
- ❑ **Un projet aux objectifs mal identifiés :**
  - Quel est l'objectif final, quelle couverture des sols escomptée, combien de linéaire de HD, quels changements de pratiques attendus?
  - Quand est ce qu'on y est arrivé ?
- ❑ **Une stratégie peu lisible:**
  - Élargissement des compétences: Érosion et qualité de l'eau et ZH
  - Quelle stratégie d'action sur l'érosion : Pratiques culturelles et HD et MAE...
- ❑ **Des enjeux d'efficacité et de montée en puissance du projet**
  - Avant 2005: 5,6% des terres du bassin couvertes en MAE dont 1,5% en MAE érosion
  - Quelle perspective de montée en puissance, par quel moyen (animation, Fermes pilotes, étude sociologique...)?

**=> Un relatif constat d'échec**



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

7

## La mission d'Epices au regard de ce contexte : Objectifs de l'analyse locale et méthode adoptée

### Enjeux et demande à l'origine de l'étude

- ❑ Comment généraliser les aménagements et changements de pratiques pour enrayer les problèmes d'érosion à l'échelle du bassin versant?
- ❑ Analyse sociologique des freins et moteurs à la mise en place de pratiques anti-érosives sur le BV de l'Yères pour résoudre le problème
  - Meilleure compréhension de la perception des enjeux érosion par les exploitants
  - Compréhension des réseaux d'échange locaux entre exploitants comme levier d'entraînement

### Proposition d'Epices: élargir le système d'analyse

- ❑ Dispositif local de mise en œuvre : fonctionnement, animation, communication, ...
- ❑ Dispositif local de pilotage et de portage politique : rôle des élus locaux
- ❑ Eléments de contexte professionnel et économique : autres OPA, signaux PAC...
- ❑ Cadre départemental de la politique de gestion de l'érosion: rôle des acteurs institutionnels

### Méthode

- ❑ Une soixantaine d'exploitations rencontrés sur 4 SsBV; 4 réunions d'échange locales
- ❑ Rencontre des élus locaux avec différentes fonctions
- ❑ Entretiens départementaux et régionaux pour reconstituer le cadre global



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

8

réunion de présentation du 18 novembre 2008

## Quelques éléments de diagnostic agricole et territorial



## L'agriculture locale

### Systemes de production

- ❑ **Une majorité d'exploitations en polyculture-élevage**
  - Mais peu d'exploitations spécialisées
- ❑ **Une recherche de valeur ajoutée à travers**
  - Des cultures industrielles (60% des EA), de l'engraissement et quelques activités diversifiantes (granivores, vente directe viande, gîtes ruraux...)
- ❑ **27% d'herbe en moyenne sur les EA mais de l'herbe concentrée sur les coteaux et fonds de vallons**
  - Une valorisation « opportuniste » sur les espaces peu adaptés à la culture - très peu de PT
  - Avec une proportion variable selon les sous-BV

### Structures d'exploitation

- ❑ **Un grand nombre de structures de taille importante : près de la moitié des exploitations de plus de 150ha, avec une majorité de formes sociétaires**
- ❑ **Des exploitations plutôt jeunes ou avec une reprise assurée**

### Des différences assez sensibles entre sous BV selon:

- ❑ **La topographie (les plateaux, les zones intermédiaires, les zones de vallons), la proportion de PE/ de cultures industrielles, la proximité du littoral et des zones urbanisées**



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

10

## Les réseaux professionnels

### Les réseaux de conseil dominants sur le BV

- ❑ **Les principales structures de proximité et d'accompagnement des EA sont les CUMA (69%), le CL (61%) et les coopératives et/ou négoce (75%)**
- ❑ **La CDA est peu représentative du monde agricole sur le bassin**
  - Elle est peu (re)connue ou interpellée
  - Ses instances locales du développement agricole, les GDA, sont peu fréquentées
- ❑ **BV avec des formes de conseil individuel et « classique », peu de formes de groupes de réflexion globale**



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

11

## Les réseaux professionnels

### Structuration des réseaux d'échange et d'entraide locaux

- Un mode de représentation des réseaux professionnels en deux couches :

- Une couche représentant le niveau d'implication des EA dans des réseaux professionnels (FP, GDA, CUMA)
- Une couche représentant les liens entre les EA et la nature de ces liens (entraide, prêt de matériel, autre, groupes originaux)

● Exploitant agricole

● Exploitant agricole hors BV

● Ferme pilote

● CUMA

● GDA

△ Groupes originaux

↔ Relations familiales ou très proches

↔ Entraide

↔ Prêt matériel

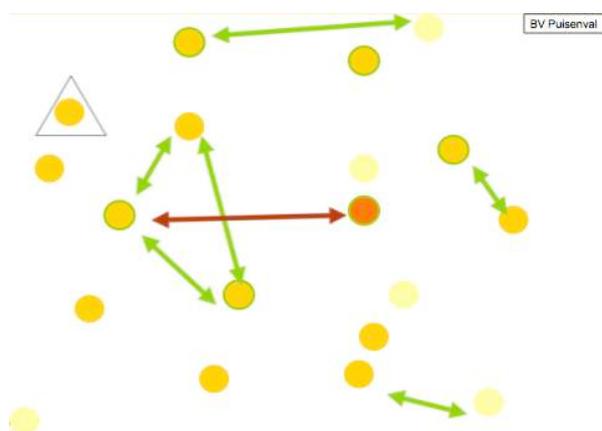


réunion de présentation du 18 novembre 2008

12

## Les réseaux professionnels

- Des réseaux locaux agricoles moyennement structurés



- Beaucoup de points « isolés »
- Des réseaux d'échanges techniques assez localisés
- Sur certains sous BV, des échanges entre exploitants relativement structurés et une forte proportion d'EA impliqués dans des groupes « originaux » (Groupe Leclerc et Groupe phytos dans le domaine économique)
- Les BV ne correspondent pas forcément à des bassins de vie perçus et vécus avec des relations très affirmées



réunion de présentation du 18 novembre 2008

13

## La vision des enjeux érosifs par les exploitants



Le décryptage du lien à l'érosion :  
conscience, dépendance et responsabilité



## Fil directeur de l'interprétation des données de l'enquête agricole

### Les exploitations agricoles



## Perception des enjeux d'érosion et de ruissellement par les exploitations

Evaluation du degré de « conscience, dépendance et responsabilité »

De quoi dépend la sensibilité des exploitants aux enjeux érosifs ?

- ❑ Est-on conscient des problèmes d'érosion-inondation, les voit-on, les connaît-on ?
- ❑ Est-on dépendant des problèmes d'érosion (inondé, parcelles érodées, ravinées...)?
- ❑ Se sent-on concerné par le problème - responsabilité /sensibilité vis-à-vis des besoins de gestion de l'érosion ?

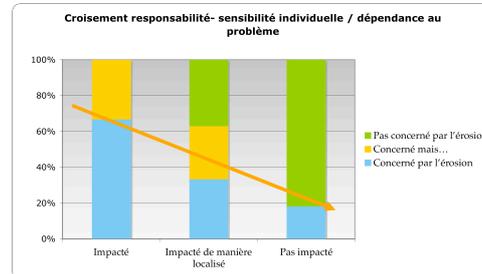
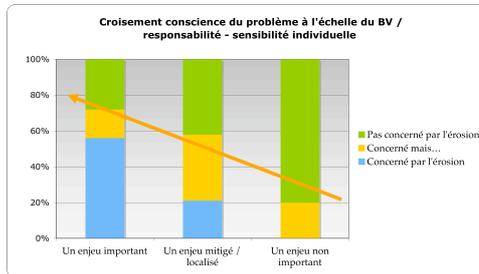
Le résultat

- ❑ Un triptyque de cause à effet « conscience, dépendance et responsabilité/sensibilité » qui s'affaiblit à mesure qu'on va vers le niveau de responsabilité
  - 90% des exploitants sont conscients du problème et le considèrent, soit comme un enjeu important (50%), soit comme un enjeu plutôt localisé
  - 75% sont plus ou moins impactés chez eux ou sur leurs terres, dont 20% de façon significative
  - 37% seulement se sentent franchement concernés, alors que 40% ne le sont pas du tout...

## Perception des enjeux d'érosion et de ruissellement par les exploitations

Être conscient ou dépendant du problème, un préalable à la responsabilisation

- ❑ Le degré de responsabilité - sensibilité est fortement corrélé au degré de conscience et de dépendance directe



A défaut de pouvoir jouer sur la dépendance directe, il faut explorer la connaissance et conscience des exploitants sur l'origine et les manifestations de l'érosion

- ❑ Une perception qui souligne le rôle de l'agriculture une des causes de l'érosion pour 80% des exploitants...
- ❑ ... ce qui surprend au regard du faible degré de responsabilité - sensibilité individuelle décrit plus haut
- ❑ Des causes agricoles plus volontiers soulignées par les anciens et par ceux qui se sentent concernés; des causes liés à l'urbanisation, davantage mis en avant sur les BV « littoraux »



réunion de présentation du 18 novembre 2008

18

## Perception des enjeux d'érosion et de ruissellement par les exploitations

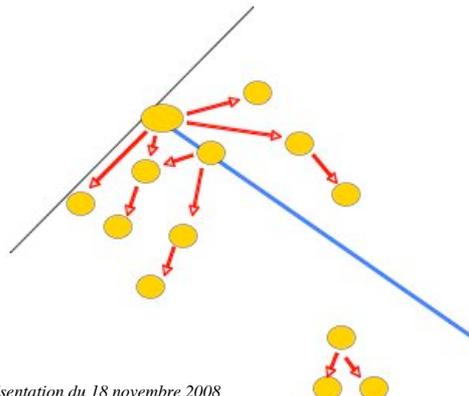
Perception des lieux d'origine et de manifestation des problèmes d'érosion et de ruissellement: une connaissance lacunaire du chemin de l'eau

- ❑ Une connaissance qui se concentre sur les manifestations visibles
  - « Je vois le problème, d'abord parce que ça se manifeste chez moi (sur mon exploitation) », mais pour un EA sur 5, ça reste « quelque chose de lointain »

Visible sur son siège	8	16%
Visible sur quelques parcelles	23	47%
Voisin / commune	7	14%
Loin	11	22%

- ❑ Ce n'est pas parce que je vois le problème ou bien que j'en suis conscient que je me sens responsable: déconnexion entre zones de manifestation et d'origine
  - Une origine du problème ressentie comme venant toujours de plus haut et/ou hors de chez eux (96%), hors la question c'est comment on l'arrête aussi chez soi

Origine de l'érosion d'après les agriculteurs interrogés



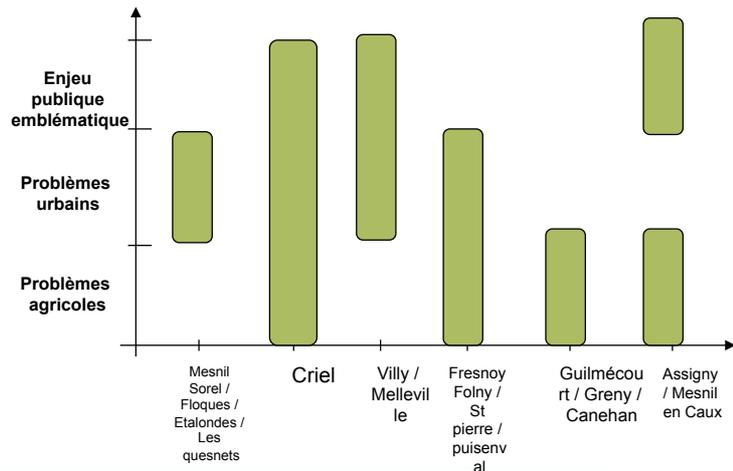
réunion de présentation du 18 novembre 2008

19

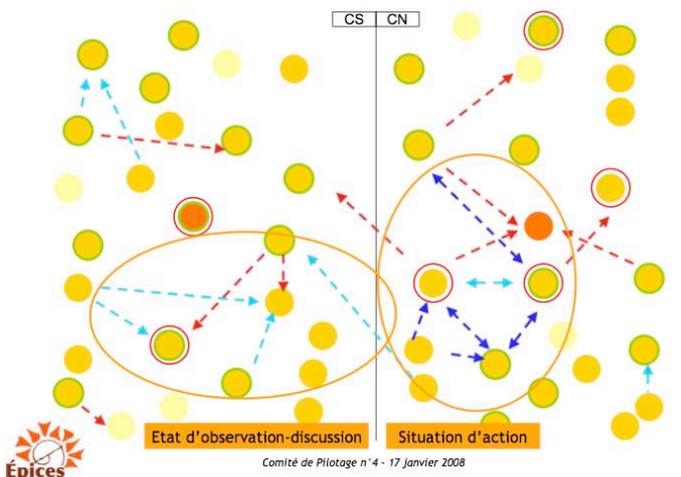
# Perception des enjeux d'érosion et de ruissellement par les exploitations

Leviers de mobilisation des agriculteurs :

- ❑ Jouer sur la nature des perceptions - enjeu agricole ou enjeu public
- ❑ Prendre en compte leur localisation sur le « chemin de l'eau »

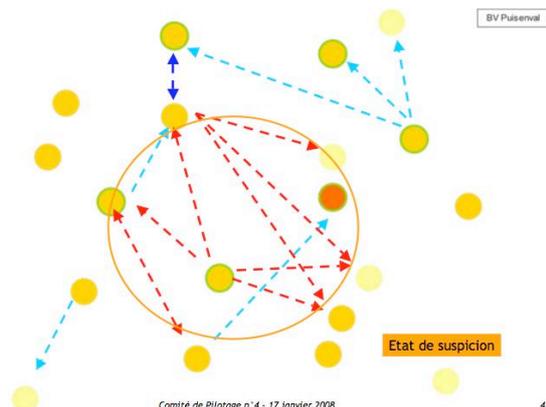


# Nature et qualité de la relation liant les EA à la problématique érosion



Peu de liens construits autour de la problématique d'érosion

- ▶ Est vu comme responsable de problèmes d'érosion
- ▶ Discutent d'érosion
- ←▶ Relation active (prêt de matériel érosion, HD en commun...)



## Perception des enjeux d'érosion et de ruissellement par les exploitations

En synthèse : comment est vécu le problème érosion à l'échelle du territoire ?

- ❑ **Une conscience des enjeux d'érosion mais un phénomène qui ne semble pas être vécu par les agriculteurs comme un enjeu territorial majeur**
  - Un problème aux manifestations agricole-agricoles le plus souvent (?)
  - « Normal » (habituel) sur le bassin, mais pas de crise majeure
  - Une question non traitée par les organismes professionnels
  - Pas de réseaux locaux qui se saisissent de la question
- ❑ **Une perception des exploitants sur les enjeux érosif qui dépend fortement :**
  - de l'exposition directe des exploitations (20% d'EA fortement impactées..?)
  - des manifestations visibles du phénomène
  - de leur recul sur les évolutions du territoire dans la durée
- ❑ **Une vision théorique des causes mais une absence de vision partagée sur les responsabilités collectives et individuelles dans le phénomène**
  - Une faible part d'EA « concernées »
  - **Un sentiment de responsabilité indirecte / « héritée » dans un problème global**



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

22

*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

Perception des mesures de gestion adoptées et causes de l'engagement individuel des exploitants

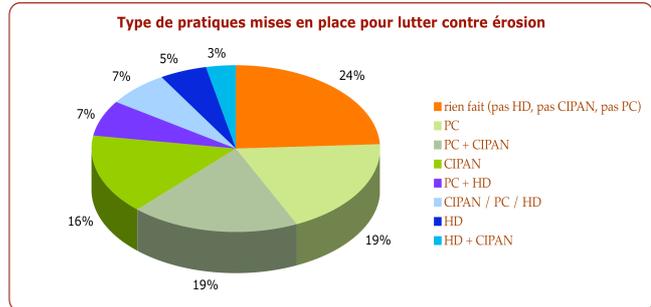


23

## Perception des mesures de gestion adoptées et causes de l'engagement individuel des exploitants

Que fait-on pour gérer l'érosion sur son exploitation, quel lien avec le syndicat ?

- ❑ Près d'un quart des EA n'a pas de pratiques spécifiques "érosion"
- ❑ Plus de la moitié mène une action relevant plutôt des pratiques culturelles
- ❑ Moins d'un quart fait de l'aménagement d'HD couplé ou non avec des pratiques anti-érosives



- ❑ Un « effet » syndicat très fort sur les CIPAN, mais
  - Un fort taux de refus et de projets en attente concernant l'HD proposé par le SMY,
  - Beaucoup de pratiques et d'aménagement d'initiatives privées, sans accompagnement collectif (sans-labour, techniques de travail du sol simplifiées, déchaumage, rectification de ru, remise en herbe...)

=> Une majorité d'exploitants prennent en compte l'érosion dans leurs pratiques

- ❑ Ce qui est fait est-il suffisant, correspond-il aux besoins du territoire ?



réunion de présentation du 18 novembre 2008

24

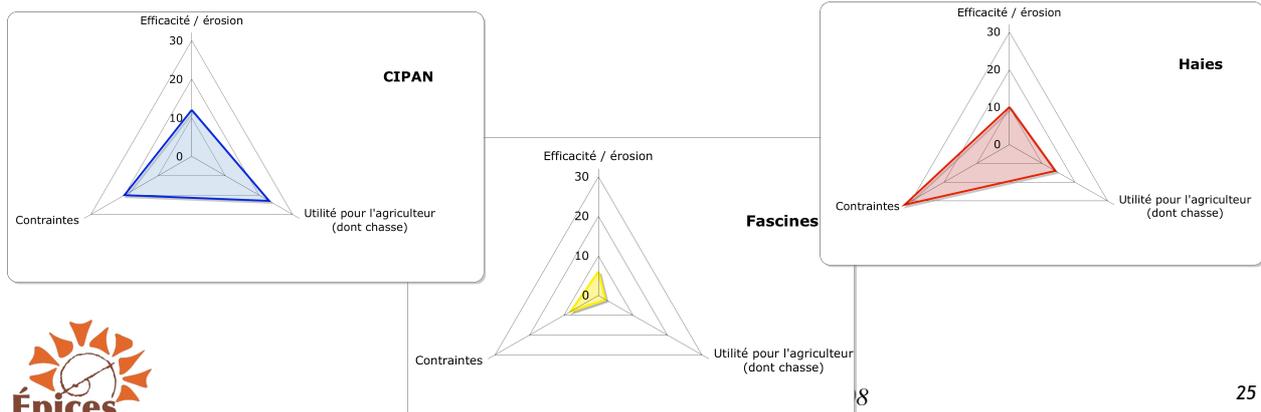
## Perception des mesures de gestion adoptées et causes de l'engagement individuel des exploitants

Facteurs socio-économiques d'acceptation des mesures :

- ❑ Des facteurs favorables à l'engagement : être chasseur; être concerné par l'érosion; être en contact régulier avec les techniciens du SIBV...
- ❑ Mais peu de liens avec l'implication dans les réseaux professionnels locaux, ou avec la taille des exploitation et les systèmes de production

Facteurs techniques d'acceptation des mesures :

- ❑ Une perception agricole qui s'organise autour des arguments suivants : utilité, efficacité, contraintes

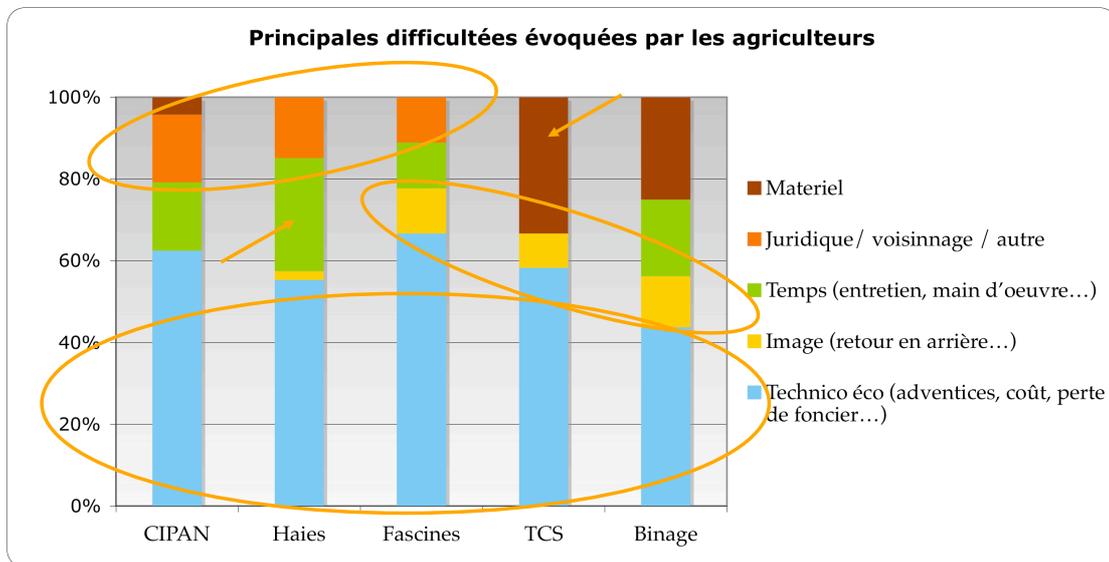


8

25

## Perception des mesures de gestion adoptées et causes de l'engagement individuel des exploitants

- ❑ **Une multitude de « contraintes » perçues par les EA**
  - Mais dont une grande partie de nature technico-économique



réunion de présentation du 18 novembre 2008

26

## Perception des mesures de gestion adoptées et causes de l'engagement individuel des exploitants

Trois types de facteurs déterminent les pratiques des agriculteurs et leurs réalisations (cf schéma)

- ❑ **L'adéquation des mesures techniques et des systèmes de production**
  - Une adéquation parfaite est impossible - pas de mesure idéale
  - De nombreuses actions sur les pratiques culturales qui répondent avant tout à des initiatives privées
- ❑ **L'influence des réseaux externes et des éléments de contexte institutionnel et professionnel**
  - Une influence faible des réseaux locaux, une implication ou influence faible des réseaux professionnels
  - Absence de contexte institutionnel contraignant : réglementation érosion?
- ❑ **L'influence de la relation au syndicat : l'animation et le portage politique de l'action**
  - Des limites à expliquer et à approfondir



réunion de présentation du 18 novembre 2008

27

## Vision de l'action du syndicat



## Perception de l'action du syndicat

Quelle forme prend la relation avec le syndicat ? Quelle est l'intensité de cette relation ?

### Courrier

Reçoit pas	2%
Reçoit	98%

les lit	58%
parfois	25%
jamais	17%

### Réunions info

Avant	21%
Jamais	52%
oui / parfois	27%

### Réunions démo

hors BV	7%
non	74%
oui	20%

### Contact individuel techniciens

Relation ponctuelle	32%
Relation plus soutenue	14%
Jamais vu ou contact ancien	55%

### Fermes pilotes

Connaît	28%
Connaît pas	12%
Non réponses	60%

### Connaissent élus

21%

### Intensité relation (contacts individuels + réunions)

nulle	10	20%
faible	18	37%
moyenne	7	14%
forte	14	29%

- ❑ Une implication des EA dans les réunions qui s'essouffle
- ❑ Une connaissance des outils et des acteurs de DVY très partielle
- ❑ Un déficit d'animation : 1 agriculteur sur 2 des sous BV prioritaire n'a pas rencontré le technicien agricole depuis le lancement de DVY
  - Pas de suivi ou de relance des exploitants dans le temps (changement d'équipes d'animation?)
  - Des exploitants intéressés a priori mais pas mobilisés pour l'instant



## Perception de l'action du syndicat

### Perception qualitative de l'action du syndicat

- ❑ **Une assez bonne connaissance des actions du syndicat mais une vision approximative des objectifs**
- ❑ **Des interrogations sur le bilan, les évolutions du projet et le coûts des actions (HS notamment)**
- ❑ **Des questions sur la cohérence d'ensemble de la démarche et des messages :**
  - Cohérence interne : quels sont les champs d'action du syndicat, quels sont ses différents outils ?
  - Cohérence externe : quelle articulation entre le syndicat et les autres acteurs locaux ou départementaux ? Quelle cohérence vis-à-vis de la PAC ? Peut-on se passer du réglementaire ?
- ❑ **Des problèmes de concertation, notamment autour de l'HS**
- ❑ **Des modalités d'animation « trop » individuelles ?**
  - Une animation trop centrée sur l'individu
  - Une de mise en avant insuffisante des enjeux collectifs (partagés) : ma contribution au projet global ?
  - Une communication défailante sur les résultats



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

30

## Perception de l'action du syndicat

### En synthèse : une vision relativement critique

- ❑ **Une perception globale critique à très critique pour une majorité d'exploitants rencontrés**
- ❑ **Une opinion qui est le reflet**
  - Des difficultés d'animation
  - De la faible lisibilité des actions dans le temps
  - Et d'une connaissance du syndicat qui reste relativement limitée
- ❑ **Une vision d'autant plus critique que l'on connaît mal les actions du syndicat**



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

31

## Synthèse des résultats de l'enquête exhaustive dans les 4 SsBV

### Retour au schéma dans une vision globale

- ❑ **Une dépendance souvent limitée vis-à-vis de l'érosion mais une certaine conscience du problème (perçu souvent de façon localisée)**
  - De fortes marges de manœuvre en termes de sensibilisation et prise de conscience afin d'arriver à une vision partagée et territorialisée des enjeux et des objectifs opérationnels du SI
- ❑ **Au delà de la prise de conscience, une responsabilité et un engagement individuel beaucoup plus difficile à adopter au niveau nécessaire. On constate :**
  - l'écart entre la bonne connaissance des origines de l'érosion et le ressenti de la responsabilité individuelle
  - Pas de stratégie de synergie technique entre gestion érosion et dynamiques des systèmes qui se dégagent
  - La diversité des « contraintes » citées au regard des outils techniques proposés: il n'y a pas d'outil parfait (fort taux de refus des HD proposés)
  - La question de « l'expression individuelle du projet collectif » : l'importance de l'effort à fournir chez soi pour répondre au projet d'ensemble
- ❑ **La question de la stratégie d'ensemble « animation-incitation » reste posée**



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

32

réunion de présentation du 18 novembre 2008

## L'enjeu érosion à l'échelle départementale

Vision externe du problème et interprétation du schéma de gestion adopté par les acteurs locaux



## Les politiques publiques de lutte contre les ruissellements, l'érosion et les inondations en Seine Maritime

- ❑ Une politique de gestion des enjeux érosifs déjà ancienne dans le département
- ❑ Structurée à partir de 2000 autour d'une approche de gestion par BV (préfet de Fontenay)
- ❑ Combinant un grand nombre de dispositifs publics souvent partenariaux

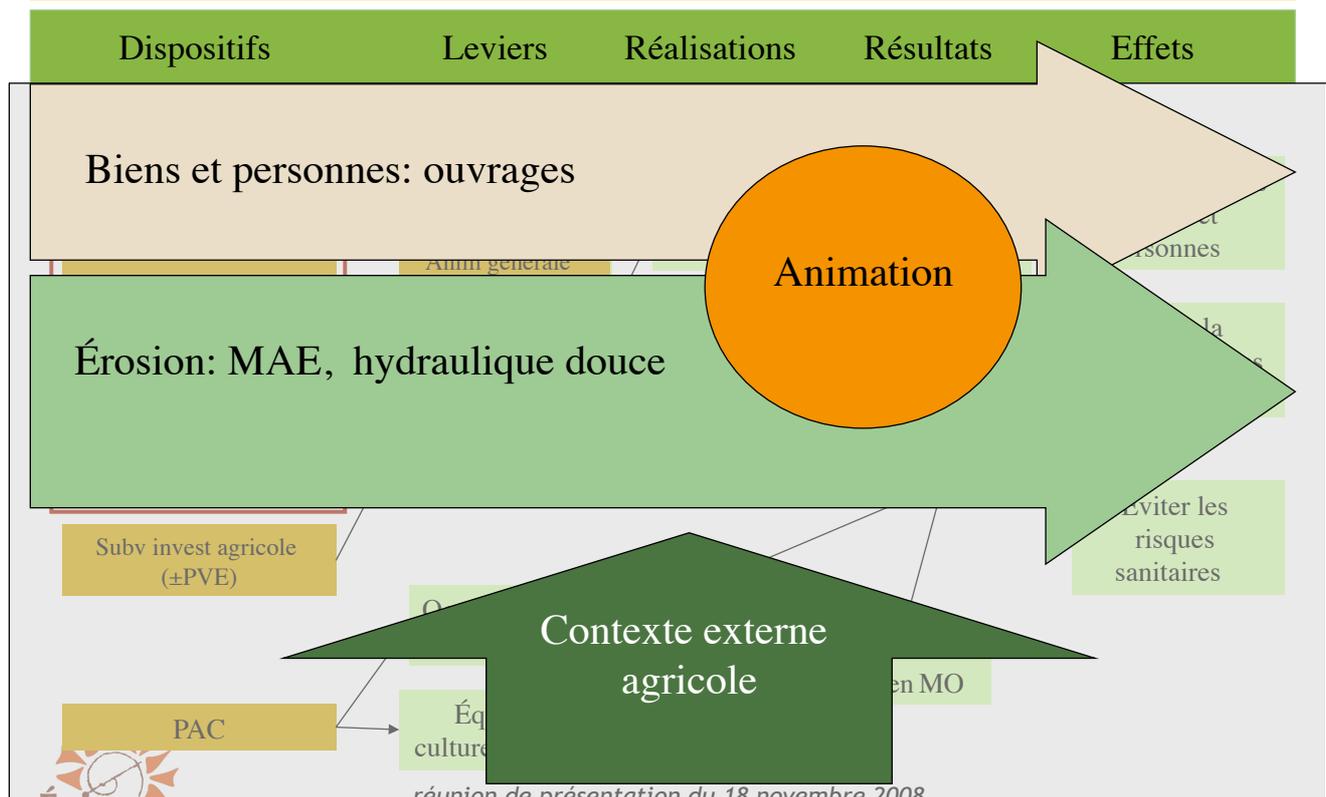
=> Une action très structurée à l'échelle départementale : l'équivalent de « Bretagne Eau Pure » appliquée à l'érosion à l'échelle du 76

- Un cadrage général (ciblage des syndicats de BV et forte dose d'animation) assez structurant de l'action des partenaires
- Plusieurs dispositifs très spécifiques à la Seine maritime (Ouvrages Structurants, Hydraulique Douce, Cipan ...) témoignant de l'importance des enjeux et d'une volonté d'action



réunion de présentation du 18 novembre 2008

## Essai de reconstitution du cadre global d'intervention à l'échelle départementale : les mécanismes d'action

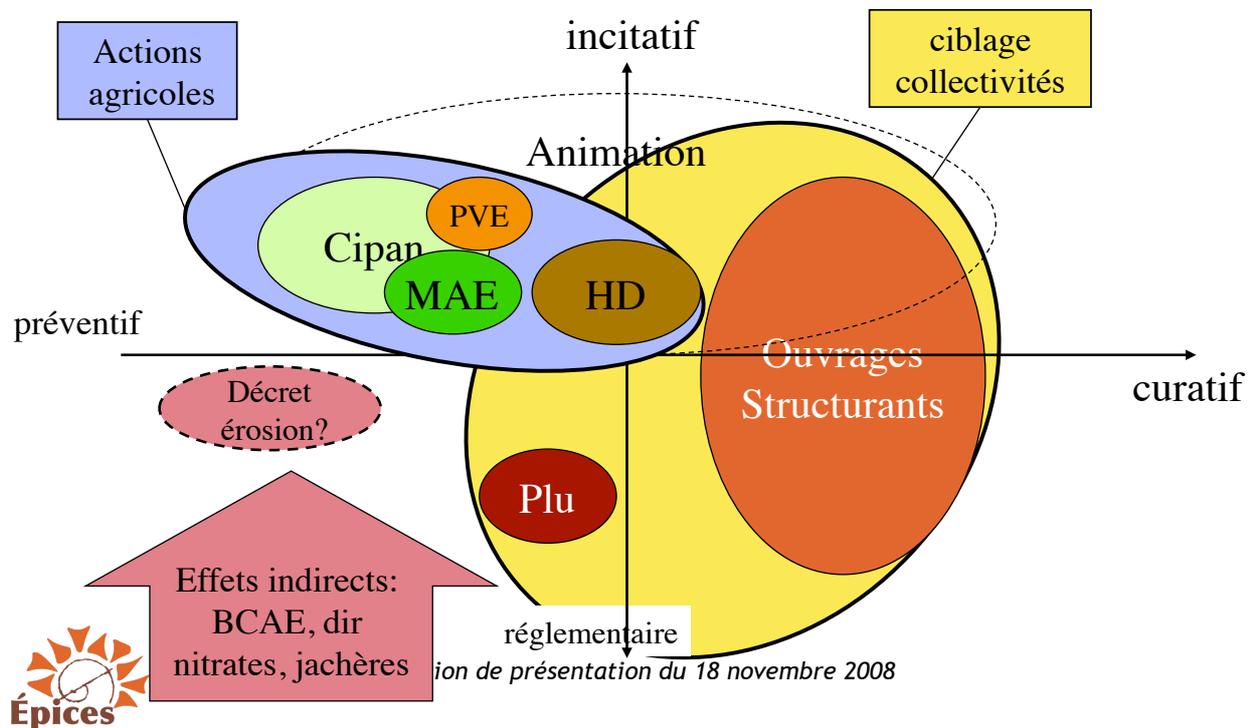


réunion de présentation du 18 novembre 2008

## Politique départementale : gérer les effets avant les causes?

Essai de reconstitution de la théorie d'action résultante :

- équilibre entre volets préventif et curatif, entre réglementaire et incitatif



## Politique départementale : gérer les effets avant les causes?

Un équilibre des dispositifs qui articule

- L'intervention curative dominante à charge des collectivités, articulée autour de l'hydraulique structurante et une exigence de résultat sur les BV (obligation)
  - Gérer les effets sur les « biens et personnes »
- Avec un volet préventif agricole sur des bases **volontaires**: « animation-incitation »
  - Gérer les causes de « l'érosion » et limiter le ruissellement

Une théorie d'action qui doit faire face à des difficultés majeures

- Dans le champ de l'hydraulique structurante: coût des ouvrages, temps de mise en place
- Dans le champ des dispositifs agricoles: forte instabilité des cadres de programmation (PDRN, PDRH, programmes AE...), coûts de gestion administrative lourds

Des questions de cohérence d'ensemble :

- Des enjeux de coordination forts entre acteurs institutionnels du fait de la multiplicité des outils et des besoins d'adaptation permanente
- Lisibilité locale de la raison d'être de ces différents volets Ouvrages, HD, MAE...
- Motivation des collectivités à promouvoir les deux volets préventif et curatif en parallèle

## Politique départementale : en synthèse

- ❑ **Malgré des efforts réels pour**
    - Financer une animation à la bonne échelle avec des moyens importants
    - Pérenniser des dispositifs incitatifs par une bonne coordination entre partenaires financiers (reports et prises de relais ...)
    - Concentrer les moyens financiers à l'échelle des BV : COGE, Contrats territoriaux...
  - ❑ **Une difficulté manifeste à faire diffuser le volet préventif agricole :**
    - Des Mesures Agrienvironnementales dispersées avec des moyens insuffisants
    - Des ouvrages de Hydraulique Douce en nombre insuffisant et avec une implantation sur des zones à enjeu plus limité
    - Des effets largement contrebalancés par des effets PAC (ex disparition de la jachère)
- ❑ **Des moyens conséquents pour des résultats insuffisants :**
  - ❑ **Une question d'optimisation du schéma d'action ou de changement de stratégie ?**
    - Doit-on/ peut-on reconsidérer l'équilibre préventif curatif à l'échelle des BV ?
    - Doit-on/ peut-on rééquilibrer vers le réglementaire en matière de pratiques agricoles ?



réunion de présentation du 18 novembre 2008 Comité des Elus  
n° 1 - 18 janvier 2008

38

réunion de présentation du 18 novembre 2008

## Recommandations



39

## Des propositions locales en trois temps

### Quelques éléments de doctrine générale

- ❑ La conduite du projet repose autant sur sa dimension technique que sur sa dimension d'animation ; l'enjeu de la réussite du projet dépend de la juste articulation entre ces deux dimensions
- ❑ Un projet qui nécessite d'être clarifiée en interne, en définissant une expression claire des objectifs et priorités, au delà de la finalité (lutter contre l'érosion et les ruissellements)
- ❑ Un projet à rendre lisible à l'externe

### Des recommandations organisées en trois ensembles

- ❑ Revoir la stratégie d'ensemble en articulant trois dimensions :
  - 1.1) Une action avec des objectifs, priorités et un calendrier bien explicités
  - 1.2) Des choix techniques clairs et assumés
  - 1.3) Des échelles d'intervention et priorités territoriales bien réfléchies
- ❑ Optimiser les modalités d'animation
- ❑ Assurer un véritable suivi évaluation



*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

40

## Propositions

### Stratégie d'ensemble: objectifs et priorités

- ❑ **A) Définir une expression claire des objectifs et priorités, au delà de la finalité générale de « lutter contre l'érosion et les ruissellements »**
  - Fixer des **objectifs stratégiques** à l'échelle du BV :
  - Quantifier des objectifs opérationnels pour préciser le chemin à parcourir pour atteindre l'ambition :
    - 100% de CIPAN, 100% d'agriculteurs sensibilisés, 50% mobilisés...
  - Planifier l'action dans le temps (calendrier de l'intervention) et zones prioritaires
- ❑ **B) adopter des schémas techniques « robustes » et efficaces, accessibles pour les compétences des syndicats**
  - Privilégier l'outil HD dans la stratégie d'ensemble
  - Maximiser l'effort et synergies sur le financement des CIPAN dans le cadre de l'action du SIBVYC d'ici à 2012
  - Envisager un recours à la maîtrise foncière et l'outil réglementaire dans certaines zones prioritaires
  - Envisager le recours aux MAE et autres outils au cas par cas mais de façon annexes dans la stratégie (un plus éventuel)



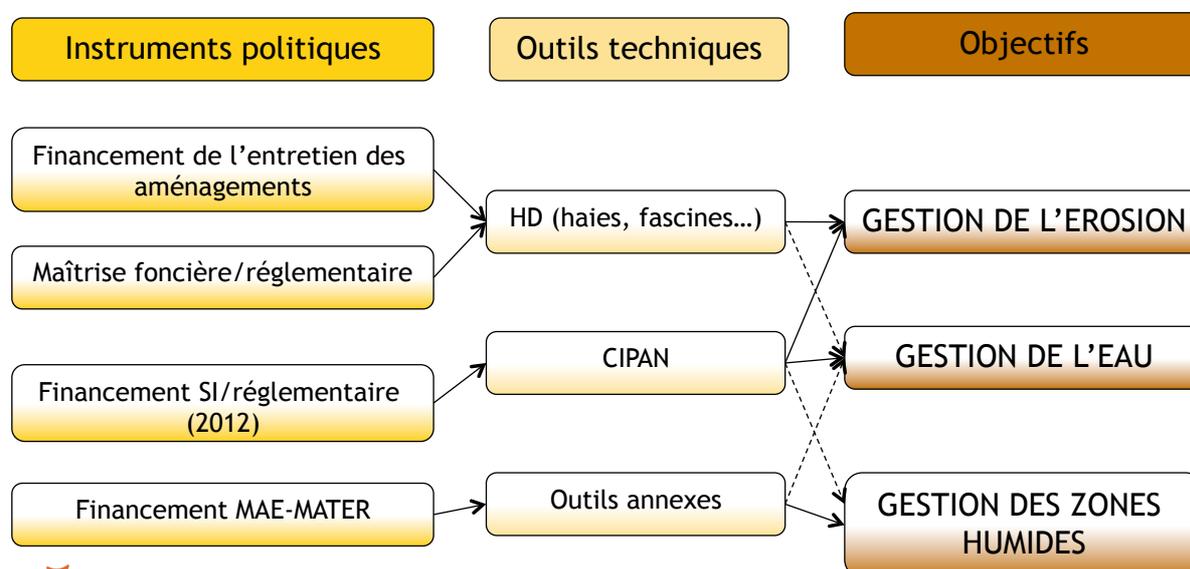
*réunion de présentation du 18 novembre 2008*

41

## Propositions

### Stratégie d'ensemble: choix techniques

Schéma 1 : propositions d'une théorie d'action technique



réunion de présentation du 18 novembre 2008

42

## Propositions

### Stratégie d'ensemble: échelles d'intervention

**Zonage** : définition des échelles d'intervention pertinentes - passage souhaitable de sous-bassins versants prioritaires à des zones d'intervention prioritaires

- ❑ Les ssbv prioritaires ne sont pas forcément opérants dans le cadre d'une stratégie privilégiant l'HD, car ils n'ont pas été conçus dans cette optique
- ❑ Il est proposé de substituer cette approche par la définition d'une échelle plus pertinente, celles de zone prioritaire : (1) à enjeu érosion fort, (2) sur le chemin de l'eau et (3) en valorisant les informations déjà disponibles
- ❑ Déterminer des zones prioritaires, avec l'aide d'experts techniques (AREAS, CDA, DRDAF...), en utilisant les études déjà réalisées,

**Echelle d'intervention** : (1) des mesures transversales sur tout le BV et (2) des schémas locaux approfondis sur certaines les zones prioritaires



réunion de présentation du 18 novembre 2008

43

# Propositions

## Stratégie d'animation

### Revoir les modalités de pilotage et d'animation de l'action

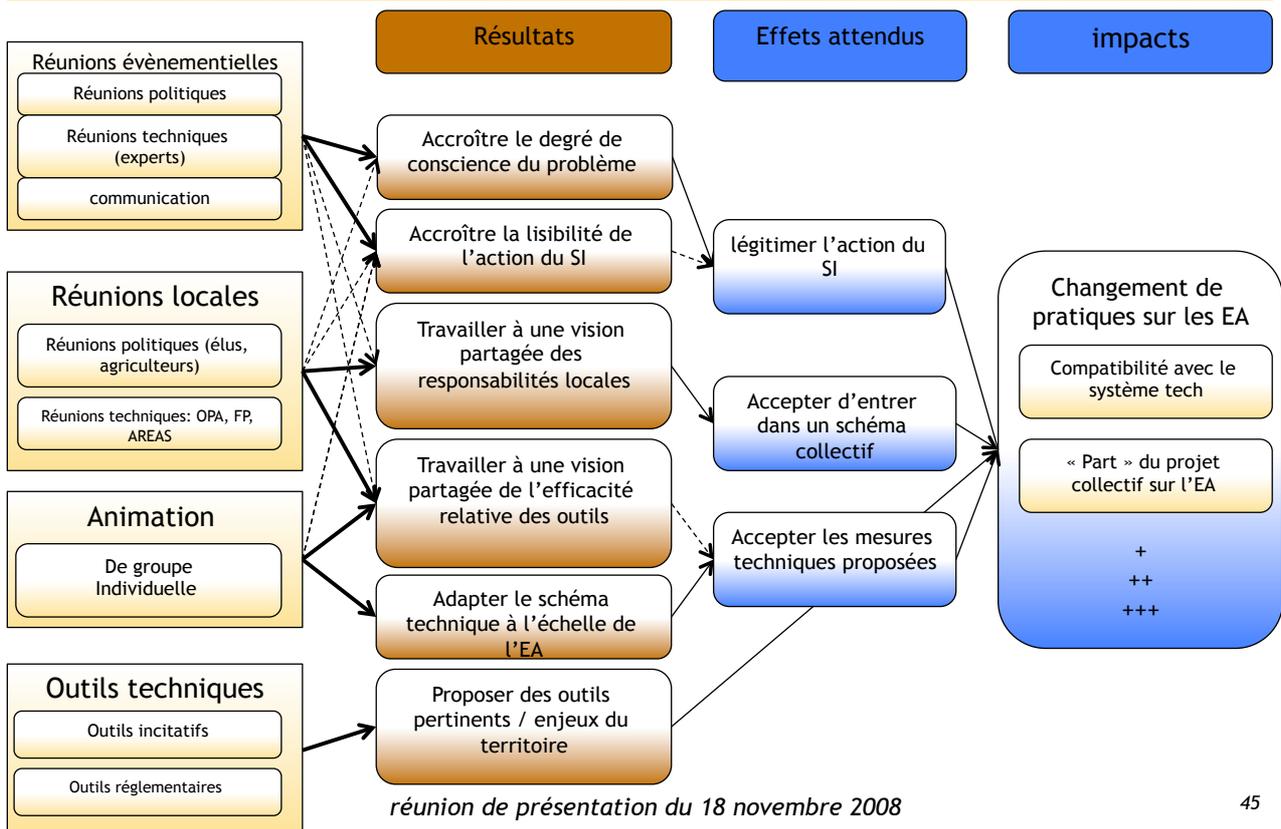
- ❑ **En assurant différents types de fonctions nécessaires : (cf diag)**
  - Accroître le degré de conscience du problème
  - Accroître la lisibilité de l'action du SI
  - Travailler à une vision partagée des responsabilités locales
  - Travailler à une vision partagée de l'efficacité relative des outils
  - Adapter le schéma technique à l'échelle de l'EA
  - ...
- ❑ **À travers des modalités d'animation, sensibilisation adaptées**
  - Réunions événementielles
  - Réunions locales (élus ou techniques)
  - Animation en groupe...



réunion de présentation du 18 novembre 2008

44

# Propositions



réunion de présentation du 18 novembre 2008

45

# Propositions: besoin d'un appui institutionnel

## Un appui institutionnel à cette stratégie est nécessaire

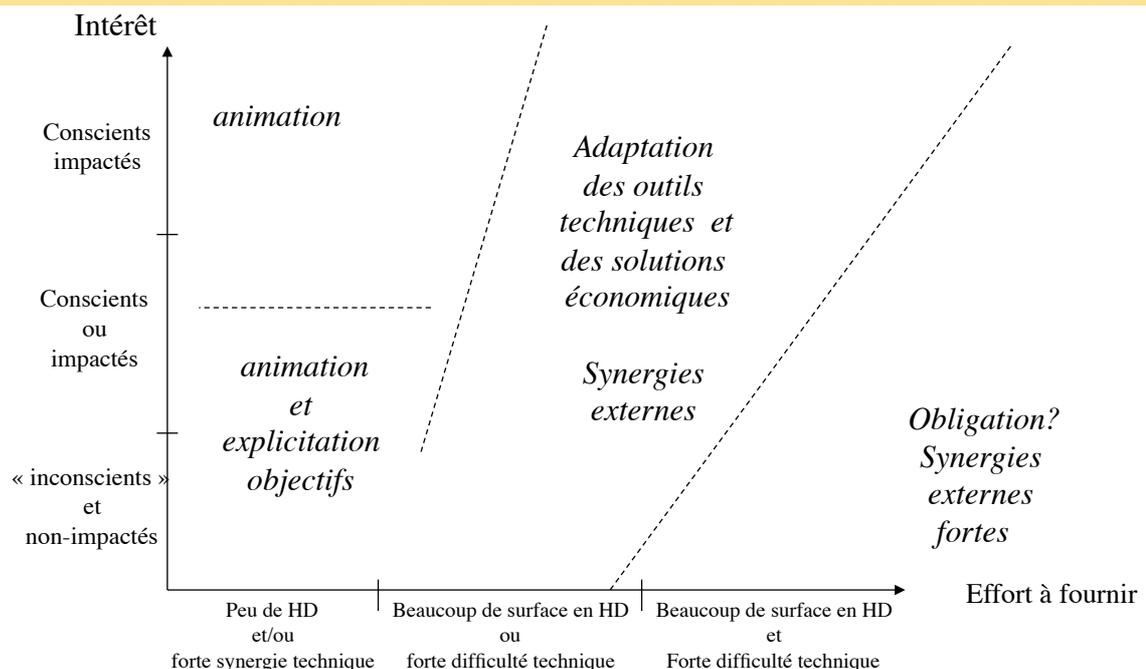
- ❑ **Accompagner le pilotage local :**
  - fixer les grandes orientations et la stratégie d'ensemble, apporter des éléments de méthode, ...
- ❑ **Utiliser de manière opportune le levier réglementaire**
  - Mobiliser l'article 21 de la Loi sur l'eau : les ZSCE
  - Être exigeant sur la Directive N puisque les mesures de masse sont les mêmes : CIPAN et BE, interdire l'arrachage des haies, le retournement des prairies
  - Utiliser la DIG dans certains cas de blocage (entretien des aménagements...)
  - Préciser certains points et exploiter les marges de manœuvre : DPU, 3% de BCAE
- ❑ **Faciliter les procédures**
  - Monter un schéma de substitution de terres (SAFER, établissements fonciers)
- ❑ **Apports de données de cadrage**
  - Suivi des actions des BV à l'échelle départementale (consolidation, positionnement spécifique)



Comité des Elus n°2 - 12 juin 2008

46

## L'enjeu individuel x schéma d'action



réunion de présentation du 18 novembre

47